



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Frédéric LAFFORGUE, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Animation du territoire - Mandat d'études et réalisation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M pour l'aménagement d'un centre d'art contemporain à l'Hôtel Montcalm de Montpellier - Protocole de quitus - Reddition des comptes - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La création du Centre d'Art Contemporain dénommé Montpellier Contemporain (MoCo) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier a consisté en la réhabilitation de 3 000 m² surface utile (dont 1500 m² dédiés aux expositions) au sein de l'ancien Hôtel Particulier Montcalm, rue Joffre à Montpellier. Le MoCo est une structure capable de répondre aux enjeux de l'art le plus actuel. Ainsi, l'Hôtel Montcalm, la Panacée et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole sont réunis au sein d'un Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) unique. L'objectif recherché est celui de la complémentarité : maîtriser toute la filière professionnelle de l'art, depuis la formation des étudiants jusqu'à l'exposition des œuvres en passant par la production et la médiation de l'art contemporain.

Par délibération n° 13898 du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a confié un mandat d'études et réalisation à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Le montant prévisionnel des études et réalisation à réaliser dans le cadre de cette convention de mandat était estimé à 6 615 617 € TTC, comprenant une rémunération du mandataire à hauteur de 363 600€ TTC dont 27 600 € TTC attachée à une tranche conditionnelle visant à mener les négociations foncières en vue du relogement du Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA). Ladite tranche conditionnelle n'a pas été notifiée par la Collectivité au mandataire. Le mandataire a été chargé du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du centre d'art contemporain, au nom et pour le compte de la Métropole.

Le dossier de Permis de construire a été déposé le 04 septembre 2017 et délivré le 11 avril 2018. Le dossier a reçu un avis favorable de l'Architecte des bâtiments de France sur le traitement de la future façade reconstruire du R+1 du mess, le 20 mars 2018.

Au terme de la procédure de consultation, la commission d'appel d'offres a attribué les marchés de travaux entre mars 2018 et avril 2019.

Au regard des montants de travaux attribués, il a été décidé d'affecter un budget Collaboration Artistiques de 200k€ HT dans le respect de l'enveloppe financière prévisionnelle allouée au projet. A ce titre, et conformément à l'avenant 3 notifié au contrat de mandat, l'acquisition des œuvres suivantes a pu être contractualisée :

- Le 24 juin 2019 auprès du Studio Gréaud pour la création, fourniture et installation d'une œuvre lumineuse au plafond du bar du Centre d'Art ;
- Le 26 décembre 2019 auprès de Bertrand LAVIER pour la création, fourniture et installation d'une fontaine au sein du Parc Roblès.

La préparation de chantier a été engagée pour les premiers corps d'état en juillet 2018. Fin 2018, les travaux de démolitions – curage divers et démolition du volume du R+1 du mess étaient achevés. La réception des marchés de travaux a été prononcée le 27 mai 2019. Les levées de réserves sont intervenues successivement selon l'étendu des réserves par corps d'état. Le Centre d'Art Contemporain a pu être ouvert au public à la date fixée, soit le 29 juin 2019.

Au terme des missions objet du mandat, il convient d'en constater l'achèvement dans le cadre d'un protocole de quitus et de reddition des comptes sur la base du bilan des dépenses actualisé assurées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, qui s'établit à la somme de 5 903 282,67 € TTC, soit en diminution de 712 334,33 € TTC par rapport au montant prévu à la notification du mandat.

Le solde de trésorerie du mandat est positif en faveur de la Métropole de 200 180,36 €. Il se décompose en 180,36 € dus par la Métropole au titre de la situation de dépenses n°39 et de 200 000 € de remboursement de l'avance consentie par la Métropole dus par le mandataire.

Montpellier Méditerranée Métropole constate l'achèvement des missions confiées au titre du mandat n°2944 et approuve les comptes et annexes qui lui sont présentés par la société mandataire à qui elle donne quitus définitif et sans réserve pour les missions qui lui étaient confiées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le protocole de quitus et de reddition des comptes du mandat n°2944 pour l'aménagement d'un centre d'art contemporain à l'hôtel Montcalm de Montpellier, présenté par la société mandataire, tel qu'exposé ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 23 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-247118-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole Clôture 2944.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.